



Organe subsidiaire de mise en œuvre

Trente-septième session

Doha, 26 novembre-1^{er} décembre 2012

Point 4 a) de l'ordre du jour

**Communications nationales des Parties non visées
à l'annexe I de la Convention**

**Travaux du Groupe consultatif d'experts
des communications nationales des Parties
non visées à l'annexe I de la Convention**

**Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications
nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention**

Projet de conclusions proposé par le Président

1. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) a accueilli avec satisfaction le rapport intérimaire sur les activités du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (le Groupe consultatif d'experts)¹. Il a reconnu que le Groupe consultatif d'experts avait apporté une contribution appréciable à l'amélioration du processus et à l'établissement des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I) en fournissant des conseils et un appui techniques aux Parties non visées à l'annexe I dans le cadre de son programme de travail pour 2010-2012.

2. Il a également accueilli avec satisfaction les rapports intérimaires ci-après sur les cinq ateliers régionaux de formation pratique à l'intention des Parties non visées à l'annexe I qui ont été organisés entre avril et octobre 2012:

a) Rapport intérimaire sur les activités du Groupe consultatif d'experts concernant l'atelier de formation pratique pour l'Afrique consacré aux inventaires nationaux des gaz à effet de serre (GES)²;

b) Rapport intérimaire sur les activités du Groupe consultatif d'experts concernant l'atelier de formation pratique pour l'Amérique latine et les Caraïbes consacré à l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation³;

¹ FCCC/SBI/2012/28.

² FCCC/SBI/2012/25.

³ FCCC/SBI/2012/17.

c) Rapport intérimaire sur les activités du Groupe consultatif d'experts concernant l'atelier de formation pratique pour l'Amérique latine et les Caraïbes consacré à l'évaluation des mesures d'atténuation⁴;

d) Rapport intérimaire sur les activités du Groupe consultatif d'experts concernant l'atelier de formation pratique pour l'Afrique consacré à l'évaluation des mesures d'atténuation⁵;

e) Rapport intérimaire sur les activités du Groupe consultatif d'experts concernant l'atelier de formation pratique pour la région Asie-Pacifique sur l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation⁶.

3. Le SBI a remercié les Gouvernements namibien, antiguais et barbudien, ghanéen et lao d'avoir accueilli les ateliers mentionnés ci-dessus au paragraphe 2.

4. Le SBI a salué les efforts faits par le Groupe consultatif d'experts, avec le concours du secrétariat, pour transmettre à distance, au moyen d'un outil de visioconférence, le contenu des ateliers régionaux de formation pratique mentionnés ci-dessus au paragraphe 2, facilitant ainsi une participation maximale des représentants des Parties non visées à l'annexe I aux ateliers. En outre, il s'est félicité des efforts faits par les Parties non visées à l'annexe I pour participer à distance aux ateliers. Il a encouragé les Parties à continuer de tirer parti des dispositifs disponibles de téléparticipation et à désigner des experts nationaux pour participer à l'avenir à de tels ateliers de formation.

5. Le SBI a remercié les Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I)⁷ et l'organisation multilatérale⁸ qui avaient contribué financièrement à la mise en œuvre des activités du Groupe consultatif d'experts.

6. Le SBI a pris note avec satisfaction des documents pédagogiques actualisés sur les inventaires nationaux des GES, l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation et l'évaluation des mesures d'atténuation, disponibles sur le site Web de la Convention. Il a chargé le secrétariat de traduire dans les autres langues officielles de l'Organisation des Nations Unies les documents pédagogiques actualisés qui ne sont actuellement disponibles qu'en anglais. Le SBI a aussi noté qu'il était utile de traduire les documents pédagogiques actualisés dans d'autres langues.

7. Le SBI a également pris note avec satisfaction des progrès accomplis par le Groupe consultatif d'experts dans l'exécution des activités prévues, telles que l'élaboration de programmes de téléenseignement fondés sur les documents pédagogiques actualisés dont il est question ci-dessus au paragraphe 6 et la mise en place d'un réseau en ligne d'experts associés à l'établissement des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I. Il a accueilli avec intérêt la note de réflexion sur les programmes de téléenseignement relatifs à l'établissement des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I et a redemandé au secrétariat d'étoffer les programmes de téléenseignement en se fondant sur cette note de réflexion.

8. Le SBI a poursuivi, sans l'achever, l'examen du mandat et de la durée du mandat du Groupe consultatif d'experts ainsi que de la nécessité de maintenir le Groupe. Le SBI est

⁴ FCCC/SBI/2012/18.

⁵ FCCC/SBI/2012/26.

⁶ FCCC/SBI/2012/32.

⁷ Finlande, Japon, Norvège, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse et Union européenne.

⁸ Groupe d'appui technique du Groupe de travail sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

convenu d'inviter la Conférence des Parties à sa dix-huitième session à fournir de nouvelles orientations afin d'achever l'examen de la question.

9. Le SBI est également convenu de transmettre à la Conférence des Parties, pour examen et adoption à sa dix-huitième session, un projet de décision sur le mandat et la durée du mandat du Groupe consultatif d'experts et la nécessité de maintenir le Groupe (le texte de ce projet de décision figure dans l'annexe des présentes conclusions).

10. Le SBI a pris note du montant estimatif des incidences budgétaires, communiqué par le secrétariat, des activités à entreprendre conformément aux dispositions des paragraphes 6 et 7 ci-dessus.

11. Par ailleurs, le SBI a instamment demandé aux Parties visées à l'annexe II de la Convention et aux autres Parties visées à l'annexe I qui sont en mesure de le faire de fournir des ressources financières pour permettre au Groupe consultatif d'experts de mettre en œuvre en temps voulu les activités prévues dans son programme de travail. Il a également encouragé les organisations bilatérales, multilatérales et internationales à continuer d'appuyer les travaux du Groupe consultatif d'experts.

12. Le SBI a demandé que le secrétariat entreprenne les activités préconisées dans les présentes conclusions sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

Annex

[English only]

Work of the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention

[The Conference of the Parties,

Recalling the relevant provisions of the Convention, in particular Article 4, paragraphs 1, 3 and 7, and Article 12, paragraphs 1, 4, 5 and 7,

Also recalling decisions on 8/CP.5, 3/CP.8, 17/CP.8, 8/CP.11, 5/CP.15, 1/CP.15, 2/CP.17 and 14/CP.17,

Acknowledging that the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention has made a substantial contribution to improving the process of preparation of national communications from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) by providing technical advice and support and therefore enhancing the capacity of such Parties to prepare their national communications,

[Recalling decision 1/CP.16, paragraph 60, that decided to enhance the reporting in national communications from non-Annex I Parties, and emphasizing that the CGE could provide also technical advice and support for the preparation of biennial update reports,]

Having taken note of, as provided by the secretariat, the estimated budgetary implications of the actions requested of the secretariat in paragraph 10 below and other actions contained in the annex to this decision,

Also having taken note that the requirements for additional resources for the implementation of the relevant actions referred to in paragraph 10 below and in the annex to this decision cannot be met by the approved core budget of the secretariat for the biennium 2012–2013,

Emphasizing the importance of providing relevant technical advice and support for the process of preparation of national communications [or [and] biennial update reports], as well as the importance of providing a forum for non-Annex I Parties to share experiences of this process,

[Recognizing further that developing countries require further support in the process to enhanced reporting,]

Recognizing that the preparation of national communications [or [and] biennial update reports] is a continuing process,

1. Decides to continue the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention [for a period of [three years from 2013 to 2015][four years from 2013 to 2016] [five years from 2013 to 2017]][as a permanent expert group of the Convention];
2. Also decides that the Consultative Group of Experts, in fulfilling its mandate, shall function in accordance with the [revised] terms of reference contained in annex I to this decision;
3. Further decides that membership of the Consultative Group of Experts [should be increased from 24 to 28 with four additional members from Annex I Parties to the

Convention (Annex I Parties)] [shall be the same as in decision 3/CP.8, annex, paragraphs 3–8] [should be expanded from 24 to 26 members in order to include one member from non-Annex I countries of Eastern European Group and an additional one member from Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties)];

4. Decides that the Consultative Group of Experts shall be composed of experts [drawn from the UNFCCC roster of experts] with expertise in at least one of the following chapters of national communications [or biennial update reports]: greenhouse gas inventories, vulnerability and adaptation assessment, mitigation [financing, MRV/NAMAs, technology] and other matters related to the process of preparation of national communications [and biennial reports];

5. Encourages regional groups, in nominating their experts to the Consultative Group of Experts, to make every effort to ensure balanced representation in the areas of expertise indicated in paragraph 4 above [as well as taking into account gender balance in accordance with decision 36/CP.7];

6. Requests the secretariat to publish the list of the membership of the Consultative Group of Experts including their respective area of expertise and experience relating to national communications and/or biennial update reports, and notify the Subsidiary Body for Implementation of such appointments;

7. [Option 1: Also requests the Consultative Group of Experts, in the implementation of its mandate, to develop a [2]-year [rolling] work programme, including cost estimates, for consideration by the Subsidiary Body for Implementation;]

[Option 2: Also requests the Consultative Group of Experts, in the implementation of its mandate, to follow the work programme for the first year developed by the Subsidiary Body for Implementation at its [thirty-sixth][thirty-seventh] session, as contained in annex II to this decision, and to further develop a [xx]-year rolling work programme, including cost estimates, for consideration by the Subsidiary Body for Implementation;]

[Option 3: Also requested the CGE in early 2013 to develop a work programme for its revised term, to be re-evaluated by the CGE yearly, taking into account relevant decisions of the Conference of the Parties (COP).]

8. Further requests the Consultative Group of Experts to report on the progress of its work to the Subsidiary Body for Implementation [at its second meeting of each year] [at the SBI meeting during the COP session];

9. [The CGE shall, in defining and implementing its work programme, take into account other relevant work by expert groups under the Convention and engage and coordinate with the Adaptation Committee, the Technology Executive Committee and the Durban Forum for In-depth discussion on Capacity Building, in order to avoid duplication of work.]

10. Decides to [initiate] review, at its [twenty-first] [twentieth] [twenty-fifth] session, [the term and mandate][mandate and terms of reference] of the Consultative Group of Experts [and the need for the continuation of the group], with a view to adopting a decision thereon [at the same session];

11. Requests the secretariat to facilitate the work of the Consultative Group of Experts by:

(a) Organizing meetings and workshops of the Consultative Group of Experts and compiling reports of its meetings and workshops for consideration by the Subsidiary Body for Implementation;

(b) Providing technical support to the Consultative Group of Experts as required, particularly in the areas of national greenhouse gas inventories, vulnerability and adaptation assessment, mitigation assessment, research and systematic observation, education, training and public awareness, technology transfer and capacity-building, [and also mitigation actions and assessments relating to institutional arrangements, assessment of gaps and needs, support received, domestic MRV, projections] as they relate to the process of and the preparation of national communications [or biennial update reports];

(c) Liaising with other relevant multilateral programmes and organizations to provide additional [financial and] technical support [,disseminating the information materials and technical reports prepared by the Consultative Group of Experts to Parties, relevant experts and organizations] to the Consultative Group of Experts as required related to the preparation of national communications [and] [or] biennial update reports;

(d) [Providing technical and logistical support, as required [by committees, panels or working groups established to serve as technical experts for its functions including ICA;], [to the Consultative Group of Experts in [serving as] [building capacity for] the team of technical experts for international consultation and analysis;]]

12. [Invites][Urges] Parties included in Annex II to the Convention and other Parties included in Annex I to the Convention in a position to do so to provide financial resources to enhance the support by the secretariat to the work of the Consultative Group of Experts and to support the full operation of the work of the Consultative Group of Experts.

13. [Decides that arrangements for funding of the meetings of the Consultative Group of Experts should be provided in the budget of the Secretariat.]

14. Requests that the actions of the secretariat called for in this decision be undertaken subject to the availability of financial resources;

Appendix I

Terms of reference of the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention

1. [The Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention (CGE) shall have the objective[s] of:

(a) Improving the [process of [and] preparation of] national communications and biennial update reports from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties), by providing technical advice and support to non-Annex I Parties [including those Parties that have not yet completed their national communications.];

(b) [Serving as] [Building capacity for] the team of technical experts for international consultation and analysis (ICA) [in a manner that is non-intrusive, non-punitive and respectful of national sovereignty, in accordance with paras 56-62 of Decision 2/CP. 17 and its Annex IV.] [by undertaking the technical analysis of biennial update reports [in accordance with the modalities and guidelines for ICA contained in annex IV to decision 2/CP.17]]].

[Alternate 1. The Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention (CGE) shall have the objective[s] of improving the [process of [and] preparation of] national communications and biennial update reports from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties), by providing technical advice and support to non-Annex I Parties;]

2. The CGE, in fulfilling its mandate, shall [provide the following]:

(a) [Identify and provide technical assistance regarding problems and constraints that have affected the process of and the preparation of national communications and biennial update reports by non-Annex I Parties.]

(b) [Provide] Technical assistance and support [including capacity building] to non-Annex I Parties to facilitate the preparation of their national communications [and biennial update reports], with a view to improving the accuracy, consistency and transparency of the information in their national communications [and biennial update reports] [, particularly with respect to reporting on national GHG inventories, vulnerability and adaptation assessments, mitigation, and cross-cutting issues (research and systematic observation, technology transfer, capacity-building, education, training and public awareness, information and networking and financial and technical support)];

(c) [Technical assistance and support [including capacity building] to non-Annex I Parties to facilitate the preparation of their biennial update reports with a view to improving the accuracy, consistency and transparency of the information in their biennial update reports:] [Facilitate technical reviews of national communications or elements of national communications and biennial update reports for interested non-Annex I Parties;]

[Alternate 2. b, c: [Provide] Technical assistance and support [including capacity building] to non-Annex I Parties to facilitate the preparation of their national communications [and biennial update reports], with a view to improving the accuracy, consistency and transparency of the information in their national communications [and biennial update reports] [, particularly with respect to reporting on national GHG inventories, vulnerability and adaptation assessments, mitigation, and cross-cutting issues (research and systematic

observation, technology transfer, capacity-building, education, training and public awareness, information and networking and financial and technical support)]; [Technical assistance and support [including capacity building] to non-Annex I Parties to facilitate the preparation of their biennial update reports with a view to improving the accuracy, consistency and transparency of the information in their biennial update reports;] [Facilitate technical reviews of national communications or elements of national communications and biennial update reports for interested non-Annex I Parties;]]

(d) [Provide] Technical advice and support to non-Annex I Parties in meeting their obligations arising from relevant decisions related to the preparation of national communications and biennial update reports by identifying problems, constraints and difficulties encountered in the use of the guidelines and methodologies for the preparation of national communications and biennial update reports;]

[Alternate 2d. Assist non-Annex I Parties, upon their request and as appropriate, in facing difficulties encountered in the use of the guidelines and methodologies for the preparation of national communications and biennial update reports;]

[Alternate 2. b, c, d: Technical assistance and support to non-Annex I Parties to facilitate the preparation of their national communications and biennial update reports, with a view to improving the accuracy, consistency and transparency of the information in these reports and by identifying problems, constraints and difficulties encountered in the use of guidelines and methodologies for the preparation of national communications and biennial update reports.]

(e) [Provide] Technical advice to non-Annex I Parties to facilitate the development and long-term sustainability of [the national communications preparation] processes, including the elaboration of appropriate institutional arrangements and the establishment and maintenance of national technical teams, for the preparation of national communications and biennial update reports, including greenhouse gas inventories, on a continuous basis;

(f) [Provide information on [financial] support available and technical advice to non-Annex I Parties, and extract lessons learned and best practices on addressing constraints and gaps and related financial, technical, and capacity building needs, in particular on adaptation from non-Annex I national communications and biennial update reports.]

(g) [Provide technical assistance and support for the preparation of proposals regarding the funding needed for the preparation of national communications and biennial update reports from non-Annex I Parties.]

(h) [Upon request from any non-Annex I Party [provide] information on existing activities and programmes, including bilateral, regional and multilateral sources of financial and technical assistance, to facilitate and support the preparation of national communications and biennial update reports by non-Annex I Parties.]

(i) [Continue its work in reviewing the UNFCCC guidelines for the preparation of national communications from non-Annex I Parties.]

(j) [Provide advice and assistance to Parties on request, in the development and communication of their NAMAs.]

(k) [Draft revised guidelines for the preparation of national communications from Parties not included in Annex 1 to the Convention, building upon the work previously done by the CGE in providing recommendations on elements to be included in such revised guidelines, and taking into account the experience of non-Annex 1 Parties in the preparation of their most recent national communications.]

(l) [make recommendations on the above sub-paragraphs, to be forwarded to the SBI for its consideration]

(m) [Provide technical advice and support, by organizing and conducting workshops, including hands-on training workshops at the regional or subregional level, on national greenhouse gas inventories, mitigation, vulnerability and adaptation, as well as training on the use of the guidelines for the preparation of national communications and biennial update reports by non-Annex I Parties. Special attention shall be given to the training on the use of guidelines for the preparation of the first biennial update reports by non-Annex I Parties;]

3. [The CGE, in fulfilling its mandate, [and with a view to adopting revised guidelines by the twentieth session of the Conference of the Parties,] shall also provide recommendations, [as appropriate,]to the SBI on the following:

(a) [Elements to be considered in a future review and revision⁹ of the “UNFCCC biennial update reporting guidelines for Parties not included in Annex I to the Convention” contained in annex III to decision 2/CP.17;

(b) Elements to be considered in the future revision of the “Guidelines for the preparation of national communications from Parties not included in Annex I to the Convention”, taking into account such recommendations made earlier by the CGE¹⁰, as well as recent relevant decisions by the Conference of the Parties including the relevant provisions under decision 1/CP.16, paragraphs 60 and 66, and decision 2/CP.17, paragraph 39.]

[Alternate 3: The CGE, in in fulfilling its mandate, should draft revised guidelines for both national communications and biennial update reports, to be presented to the SBI for consideration, with a view to their adoption by the COP.]]

4. [In [serving as] [building capacity for] the team of technical experts for international consultation and analysis, referred to in [paragraph 1 of annex IV] [para 56-62 of Decision 2/CP. 17 and its Annex IV] to decision 2/CP.17, the CGE shall:

(a) Undertake the technical analysis of biennial update reports submitted by non-Annex I Parties [to be developed];

(b) Prepare a draft summary report and share it with the Party concerned for [comment][review and comments over the following [x] months;];

(c) Respond to and incorporate the comments referred to in paragraph 4(b) above from the Party concerned and finalize, in consultation with the Party concerned, the summary report to be presented to the Subsidiary Body for Implementation (SBI).]

5. The CGE shall, in defining and implementing its work programme, take into account other relevant work by expert groups under the Convention [and should also engage, upon request, with the Adaptation Committee, Climate Technology Centre and Network, Technology Executive Committee, and the Durban Forum for In-Depth Discussion on Capacity-Building] in order to avoid duplication of work.

6. [The CGE may establish committees, panels or working groups, and/or request the secretariat to assist it in the performance of its functions. The CGE shall draw on the expertise necessary to perform its functions, including from the UNFCCC roster of experts.

⁹ Decision 2/CP.17, annex III, paragraph 20.

¹⁰ The CGE provided a set of recommendations to the SBI on elements to be considered in a future revision of the “Guidelines for the preparation of national communications from Parties not included in Annex I to the Convention”; these recommendations are contained in document FCCC/SBI/2011/5/Rev.1 and Add.1 submitted to the SBI at its thirty-fourth session.

In this context, it shall take fully into account the consideration of regional balance, in line with the composition of the CGE.]

7. [In the light of the new mandate, CGE shall include in its work plan up to the nineteenth session of the Conference of the Parties, inter alia, the following task: to develop and agree on its revised rules of procedure, in view of its new activities, and recommend them to the Conference of the Parties for adoption.]

Appendix II

Work programme of the Consultative Group of Experts for [xx to xx]

[To be developed in terms of output/product, means, responsibility and time period.]

[The list of tasks will be amended in line with the revised draft conclusions and decisions.]

<i>Mandate paragraph of the annex to decision xx/CP.18</i>		<i>Output/product</i>	<i>Means to achieve the Outputs/activities</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Time period/dates</i>	<i>Cost estimates</i>
	<i>Tasks</i>					
2(a)	Technical assistance and support to non-Annex I Parties to facilitate the preparation of their national communications, with a view to improving the accuracy, consistency and transparency of information in their national communications					
2(b)	Technical assistance and support to non-Annex I Parties to facilitate the preparation of their biennial update reports with a view to improving the accuracy, consistency and transparency of information in their biennial update reports					
2(c)	Technical advice and support to non-Annex I Parties in meeting their obligations arising from relevant decisions related to the preparation of national communications and biennial update reports by identifying problems, constraints and difficulties encountered in the use of the guidelines and methodologies for the preparation of national communications and biennial update reports					

- 12
- 2(d) Technical advice to non-Annex I Parties to facilitate the development and long-term sustainability of processes, including the elaboration of appropriate institutional arrangements and the establishment and maintenance of national technical teams, for the preparation of national communications and biennial update reports, including greenhouse gas inventories, on a continuous basis
- 2(e) Technical advice to non-Annex I Parties on the on the provision of support for available for the preparation of national communications and biennial update reports
- 2(f) Upon request from any non-Annex I Parties information on existing activities and programmes, including bilateral, regional and multilateral sources of financial and technical assistance, to facilitate and support the preparation of national communications and biennial update reports by non-Annex I Parties
- 3(a) Provide recommendations, as appropriate, to the SBI on elements to be considered in a future review and revision of the “UNFCCC biennial update reporting guidelines for Parties not included in Annex I to the Convention” contained in annex III to decision 2/CP.17
- 3(b) Elements to be considered in the future revision of the “Guidelines for the preparation of national communications from Parties not included in Annex I to the Convention”, taking into account such recommendations made earlier by the CGE, as well as recent relevant decisions by the

Conference of the Parties including the relevant provisions under decision 1/CP.16, paragraph 60 and 66, and decision 2/CP.17 paragraph 39

4 [Serve as the team of technical experts for international consultation and analysis referred to in decision 2/CP.17, annex IV, paragraph 1]

6 [The CGE may establish committees, panels or working groups, and/or request the secretariat to assist it in the performance of its functions. The CGE shall draw on the expertise necessary to perform its functions, including from the UNFCCC roster of experts. In this context, it shall take fully into account the consideration of regional balance, in line with the composition of the CGE]

1
